



Tous ensemble, on les fera reculer !

Gattaz, Valls et Hollande ont tout essayé en termes d'intox : les grévistes qui prennent « en otage » la population, le chantage sur « l'image de la France » avec l'arrivée de l'Euro ou l'appel à la fin des grèves en solidarité avec les victimes des inondations... Rien n'y fait. La majorité de la population continue à penser que la responsabilité de la situation incombe au gouvernement.

Le gouvernement met la pression

Le gouvernement cherche une porte de sortie, et met de plus en plus la pression. D'une main, il donne quelques gages : auprès des routiers, il s'engage à ce que la loi ne permette pas la baisse de rémunération de leurs heures supplémentaires ; il revient sur la diminution des budgets de la recherche ; aux enseignants, il promet une augmentation d'ici 2020 ; aux cheminots, il fait miroiter un accord d'entreprise à la hauteur du cadre actuel (sans remettre en cause l'essentiel des attaques)... Sans doute espère-t-il ainsi faire taire la contestation et ouvrir des tractations avec les syndicats. Pour que certaines directions syndicales s'en tiennent au retrait pur et simple du projet de loi Travail, il faut rester mobilisés.

Car sur l'essentiel, Hollande et Valls ne cèdent rien et continuent de fanfaronner en affirmant que « *le projet de loi ne sera pas retiré* ». Et tandis que le ministre millionnaire Macron veut « *élargir le champ de la négociation collective d'entreprise à d'autres domaines* », suggérant d'y ajouter la question des salaires, Hollande compte sur le durcissement du texte au Sénat pour faire passer sa version pour progressiste ! Ils nous prennent pour des bleus, à nous de leur faire ravalier leur arrogance.

Les attaques pleuvent, partout...

Ce projet de loi symbolise tout ce que subissent déjà de nombreux travailleurs et que la loi Travail consacrerait et permettrait d'étendre partout. Elle n'est qu'un volet d'un plan d'attaques du patronat et du gouvernement, qu'on voit décliné partout : dans les hôpitaux avec les fermetures de services et les suppressions de postes, à La Poste avec les réorganisations qui allongent le temps de travail, à la SNCF avec le « décret-socle » contre lequel les cheminots se battent, dans l'automobile avec les nouveaux « accords de compétitivité »...

... mais inverser le rapport de forces entre les travailleurs et le patronat : c'est possible maintenant

Dans le contexte de la mobilisation contre la loi Travail, d'autres conflits locaux ont éclaté, notamment dans le secteur privé. Il s'agit en fait de la même lutte, contre les différentes facettes de l'offensive patronale. Employés, ouvriers, postiers, cheminots, agents des hôpitaux, fonctionnaires territoriaux, d'État, chômeurs – les dernières semaines ont permis à des secteurs en lutte de se rencontrer, de prendre contact. Donc pas question de rester chacun de son côté, avec des journées d'action secteur par secteur. C'est sur cet émiettement que les patrons et le gouvernement misent pour venir à bout d'une contestation qui dure maintenant depuis trois mois.

Le rejet de la loi Travail doit permettre de faire converger toutes les luttes. Les minorités les plus déterminées ont tenu le choc : il s'agit donc de les rejoindre pour donner un nouvel élan à la mobilisation et l'étendre. Qu'une telle généralisation se fasse, et la victoire ne sera pas loin !

La prochaine grande échéance sera la manifestation nationale du 14 juin.

Dès cette semaine, joignons-nous aux manifestations prévues ce 9 juin là où elles auront lieu. Le monde du travail n'a jamais, au cours de ces dernières années, été aussi près de pouvoir renverser le rapport des forces avec le patronat.

Mobilisations, à Saint-Ouen et dans le groupe

Face aux attaques conjointes de la loi Travail et du NCS 2, pas moins de 2300 salariés ont débrayé le 26 mai dernier, sur les sites de Mulhouse, Sochaux, Valenciennes, Vesoul, Sevelnord, Tremery, Poissy et bien sûr Saint-Ouen. A Mulhouse, plus de 1 000 ouvriers ont débrayé sur les 3 équipes. Une nouvelle journée de mobilisation a eu lieu le 31 mai, et à Saint-Ouen, nous étions au total 125 en AG. A l'échelle de l'usine, c'est considérable.

Préparons la suite, la force des travailleurs, c'est la grève.

Nec plus ultra... de l'exploitation

Le NCS2 s'appelle désormais le NEC, pour Nouvel Élan pour la Croissance... Derrière le blabla, nous avons tous compris de quoi il s'agit : nous exploiter encore plus pour maximiser leurs profits. Après avoir sorti ses attaques en rafales, la direction fait mine de reculer : s'il n'est plus question pour le moment de venir travailler un samedi après-midi par mois, il reste la suppression de l'ACCAC, la remise en cause des majorations la nuit, et le compteur de modulation à +10 jours/-12 jours. Les H- seront cumulables sur 3 ans : 3 années sans payer la moindre heure supplémentaire. Et en fin d'année, si le compteur devait être excédentaire, la direction garde 5 H+ sans les payer.

De quoi donner un « nouvel élan »... à nos luttes.

Nous ne sommes pas des pions

La direction annonce une réorganisation des secteurs LDR et LDD, à l'étude en juillet pour être mise en place en septembre. Deux presses de LDR doivent être rattachées à la LDD, sous prétexte d'une meilleure répartition des activités. Un argument que la direction nous avait déjà servi, il y a des années, pour justifier le transfert inverse !

Il s'agit en fait de déshabiller Pierre pour habiller Paul, et d'accroître la polyvalence des CI travaillant sur ces presses, amenés à occuper d'autres postes en remplacement.

Supprimer des postes d'un côté pour devenir « multitâche » de l'autre, est inacceptable.

Il y a comme un hic...

Les postes ont été réorganisés en ZORC, avec des tables à rouleau qui amènent les bacs de pièces devant l'opérateur.

Mais pour certaines références, le basculeur ne supporte pas le poids des pièces... Le cariste doit alors mettre ses fourches sous le bac pour aider à le relever. Une réorganisation qui tourne à l'absurde, avec du boulot en plus pour le cariste !

Pêcheurs du samedi

Pour l'équipe B, le samedi C mod du 4 juin a été reporté au 18 juin, pour que tout le monde puisse profiter de la journée du CE, avec entre autres une activité pêche. Hormis le fait que ça fera encore 2 samedis d'affilée travaillés, le 18 juin et le 2 juillet, on peut aussi se dire qu'on tient le motif rêvé pour dire stop à la direction avec ses C mod : le samedi, on va à la pêche !

D'art dare au musée... le samedi !

Une expo Louvre s'installe à l'usine, en zone Communication. Quelqu'un du Louvre doit venir faire une présentation. Que l'art s'invite dans l'usine, personne ne peut être contre ! Voilà une occasion de réclamer des pauses supplémentaires pour aller voir l'expo, et d'avoir nos samedis, pour aller au Louvre, le vrai...

I want you for PSA Army

Des travailleurs payés par l'État et amenés en Jeep au boulot, le tout enrobé d'une discipline militaire : PSA en rêvait, Hollande l'a fait. Ça s'appelle le Service Militaire Volontaire et c'est actuellement à PSA Trémery. 9 jeunes viennent chaque jour bosser comme caristes, livrés par l'État-major de la caserne d'à côté.

PSA, licencieur en chef, se vante d'améliorer l'« employabilité » des jeunes. Quand on se moque du monde, autant ne pas le faire à moitié.

Tous aux abris, revoilà les preneurs d'otages !

Des « terroristes », selon Pierre Gattaz, voilà ce sont la CGT et les grévistes en lutte contre la loi Travail. Le gouvernement, lui, parle de « prise d'otage », tandis que *Le Figaro* et autres médias évoquent la « radicalisation » des grévistes comme ils parleraient de poseurs de bombes.

Ils oublient que ceux qui ont allumé l'incendie social ce sont les Gattaz, Valls et Cie avec la très impopulaire loi Travail. Qu'ils ne viennent pas pleurer si, par la grève, nous prenons en otage leurs profits.

Un océan d'inhumanité et d'hypocrisie

Anne Hidalgo, la maire de Paris, a annoncé la création d'un camp pour les réfugiés dans la capitale. C'est moins que le minimum. On ne pourrait pas les loger correctement ? Il n'y a pas d'appartements vides à Paris ? Ce petit geste au rabais n'occulte en rien la politique du gouvernement PS qui finance la police européenne aux frontières tandis que les navires bondés de migrants fuyant la guerre et la misère continuent de faire naufrage en Méditerranée.